

EUROPE

LE TEMPS DE LA DÉSILLUSION

Bâtie comme une zone de prospérité économique, l'Union européenne n'a jamais été autant remise en cause depuis la crise financière et la mise en place de politiques d'austérité. De plus en plus de voix s'élèvent pour demander la fin de l'euro ou, plus radicalement, de l'Union européenne. Le projet européen court-il à sa perte, ou traverse-t-il une crise démocratique peut-être salutaire ?

Par Fabrice Pozzoli-Montenay

1992

Référendum français sur le traité de Maastricht; le « oui » l'emporte d'une courte tête (51,04 %), à la grande surprise du gouvernement socialiste.

1^{er} janvier
2002

Mise en circulation de l'euro; d'abord favorablement accueillie, la nouvelle monnaie européenne est rapidement accusée d'être responsable d'une hausse des prix.

2005

Référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe (TCE); le « non » recueille 54,68 % des suffrages. Les partis politiques traditionnels se déchirent en interne.

L'Union européenne est une dictature aux mains de technocrates, l'euro est condamné, les crises économiques des pays européens sont causées par les politiques ultra-libérales de Bruxelles : si l'on en croit les nombreux commentaires sur Internet qui accompagnent chaque article consacré à la situation de l'Union européenne, les jeux seraient faits. À l'approche de l'élection du nouveau Parlement européen, la désillusion s'annoncerait totale. Le débat européen réunit pourtant des politiques et intellectuels de tous bords depuis des années. Et dépasse par sa nature même largement les frontières françaises : le UKIP (Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni) a remporté un succès inattendu aux élections locales de 2013, en faisant campagne sur la sortie de l'Union européenne. Aux Pays-Bas, Geert Wilders milite dans le même sens. Et les crises économiques en Grèce, Espagne, Italie, Irlande, Chypre, suivies de leurs cortèges de mesures d'austérité ont créé une défiance majeure. La surveillance de « troïkas », composées de représentants du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque centrale européenne et de l'Union européenne a été vécue par les populations comme une humiliation, et a permis aux gouvernements nationaux de pointer du doigt l'ingérence de technocrates, tentant ainsi de s'exonérer de leurs responsabilités dans la situation de leur pays.

LE PARADOXE FRANÇAIS

La France, pourtant moins touchée par la crise si on compare l'ampleur des dégâts chez les voisins du Sud, est l'un des pays les plus pessimistes quant à l'avenir de l'Europe. Avec 56 % des personnes « pessimistes », elle devance l'Espagne (46 %), l'Italie (52 %) ou même... la très eurosceptique Grande-Bretagne (48 %). Une des inquiétudes les plus fréquemment exprimées en France est

la crainte de l'Allemagne, qui deviendrait toute-puissante en Europe. Ainsi Frédéric Lordon assure-t-il qu'« *une monnaie unique, dans des zones à forte différences économiques, a pour conséquence que les plus riches pillent les plus pauvres* ».

L'idée de sortir de la zone euro et revenir au franc est en nette progression dans la société française : 33 % (+5 % de plus en un an)¹ ; mais à 67 % les partisans d'un maintien dans l'euro restent majoritaires. Un chiffre qui ne surprend pas Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Notre Europe, fondé par Jacques Delors. « *La construction européenne s'est bâtie sur trois piliers : la réconciliation, l'euro, et la libre circulation. Concernant l'euro, on peut comprendre, au vu des réformes structurelles et des politiques d'austérité demandées, que les gens n'aiment pas l'union monétaire. Mais à chaque fois que la question a été posée de rester ou de sortir, la réponse a été de rester.* » Un pragmatisme qui ne doit pas cacher la réalité : « *Croire que la construction européenne est un mariage d'amour est une illusion* », tranche-t-il. Mais il croit en la solidité de la monnaie unique. Les années passent, et l'euro est toujours là. Combien de fois les « prophètes de l'Apocalypse » ont-ils annoncé la fin de l'euro et la remise en circulation du franc ? [« *Je serais très étonné que l'euro, dans sa forme actuelle, survive à l'année 2011.* » Emmanuel Todd, le 4 janvier 2011]

LES DÉBUTS DE L'EUROSCEPTICISME

Les racines de la méfiance vis-à-vis de l'UE sont d'ailleurs plus profondes. De nombreux eurosceptiques ont commencé à manifester leur inquiétude lors du vote du traité de Maastricht, en 1992. Ainsi pour le fondateur de l'Union populaire républicaine (UPR), François Asselineau, ce scrutin a marqué le début de son euroscepticisme : « *Les 51 % de Maastricht auraient dû être un signal* »

(1) Source : sondage Cevipof.

Automne
2008

Début de la crise financière et bancaire aux États-Unis, entraînant rapidement les économies européennes.

2009

Entrée en vigueur du traité de Lisbonne, qui reprend largement les éléments du TCE (après sa ratification par les parlementaires en 2007) qui conduit à une radicalisation des opposants au TCE se sentant trahis.

2009/13

Crises économiques espagnole, irlandaise, grecque, portugaise, chypriote ; mise en place de politiques d'austérité très impopulaires.

pour nos politiques. Dans les années 90, tout a commencé à se faire à Bruxelles, l'euro s'est mis en place, la France a perdu sa souveraineté.» Cet ancien énarque, ex-inspecteur des finances, ex-conseiller ministériel, est aujourd'hui partisan de la solution la plus radicale : « Quitter l'euro, sortir de l'Union européenne, quitter l'Otan », et se veut l'héritier du Conseil national de la Résistance. Se revendiquant de Jean-Pierre Chevènement et de Philippe Seguin, l'UPR se prépare à présenter une liste aux élections européennes. Et refuse l'étiquette de groupuscule : « Nous avons dépassé les 4 000 adhérents. C'est plus que Mme Boutin, Pierre Larroustou ou le NPA. Nos membres viennent majoritairement de la gauche ou de l'extrême gauche. La France a perdu les manettes, nous voulons les récupérer. Les jeunes n'ont plus confiance en personne. Les Français veulent un État central fort qui assure la justice sociale », assène François Asselineau. L'épisode du référendum de 2005 sur le traité constitutionnel en Europe, rejeté à 54 %, mais ratifié en 2009 par les parlementaires le convainc de lancer son parti. Cette ratification, « contre la volonté du peuple français », reste à ce jour le symbole le plus fort en France d'une « conspiration des élites » et d'un rejet des règles démocratiques par les pro-européens.

LES RAISONS DE S'INQUIÉTER

Le résultat est qu'aujourd'hui 66 % des citoyens considèrent que « leur voix n'est pas prise en compte dans l'Union européenne »². Pour Jean-Luc Sauron, professeur à l'université de Paris-Dauphine, cette

question est centrale : « Il faut rétablir le chaînage, le circuit entre les parlementaires et les citoyens. Il est très important que le citoyen puisse identifier son interlocuteur. Le système français est aussi compliqué que le système européen, mais l'on sait où il faut aller pour se plaindre (mairie, préfecture, conseil régional...). Au niveau européen, on ne sait pas vers qui se tourner. Un simple fait peut changer ce sentiment : le représentant du pouvoir doit être joignable. » Pour Yves Bertoncini, la vraie raison de s'inquiéter à l'approche des élections européennes est ailleurs : « On voit une multiplication des campagnes anti-immigration en Europe, qui commencent à être reprises par les partis de gouvernement. Cela remet en cause le principe de libre circulation, qui est un des fondements de l'UE auquel les gens sont attachés. Et s'il y a une chose que les gouvernements savent faire, c'est remettre des contrôles aux frontières. » Quand on évoque les problèmes de concurrence entre pays européens, de « dumping social », il reconnaît qu'« on n'a pas fait l'UE pour que des entreprises violent le droit sans vergogne », et suggère la mise en place d'inspecteurs du travail européens. Et rappelle que les politiques libérales prônées par l'UE, si décriées en France, sont le résultat du précédent vote aux élections, et que si une majorité du Parlement européen passe à gauche, la politique de la Commission devra changer. Mais les citoyens sont-ils prêts à entendre cette logique, alors que de nombreux sondages annoncent une forte poussée des partis nationalistes et souverainistes en mai 2014 ?

(2) Eurostat.

Janvier
2013

Le Premier ministre David Cameron annonce un référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne.

3 octobre
2013

366 migrants clandestins se noient suite au naufrage de leur embarcation près de l'île italienne de Lampedusa. Les politiques migratoires de l'UE sont fortement attaquées.

Février
2014

La Suisse vote une limitation de l'immigration et une renégociation de la libre circulation avec l'Union européenne.